

UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL

NOS DOMAINES D'EXPERTISE

ADMINISTRATION, ASSOCIATIONS, ONG

Pour vous accompagner dans votre stratégie
d'entreprise et de développement
des compétences.



- Formations continues courtes ou diplômantes
- Validation des acquis de l'expérience
- Alternance



1

La formation professionnelle à l'UPEC..... p.01

2

Dispositifs de la formation professionnelle..... p.02

- › La formation continue
- › La validation des acquis de l'expérience (VAE)
- › L'apprentissage
- › Le contrat de professionnalisation
- › Les formations courtes

3

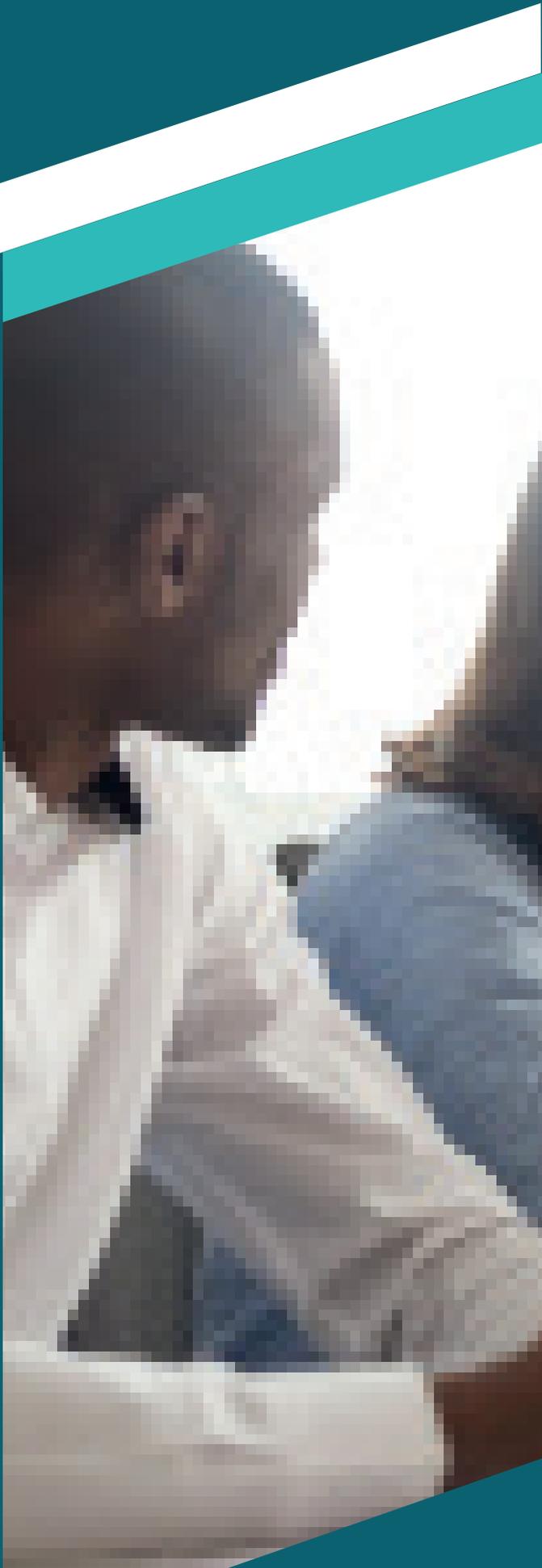
Aller plus loin avec l'UPEC..... p.14

- › Le pôle UPEC Transfert et Innovation (UTI)
- › UPEC Fondation

4

Nos formations selon nos domaines d'expertise..... p.22

- › Droit des institutions
- › Administration publique



1. Formation professionnelle à l'UPEC

La Direction de la Formation Professionnelle (DIFPRO) est le service commun en charge de la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) qui inclut la formation continue, la formation en apprentissage, et la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

Elle propose des formations pour tous les projets professionnels, la reconversion, le développement des compétences, l'évolution de carrière, la valorisation d'expériences professionnelles. Elle peut également co-construire des offres de formations sur-mesure adaptées aux besoins des entreprises dans le cadre de leur plan de développement des compétences.

La DIFPRO héberge également le CFA interne de l'université (UPEC.CFA) qui accompagne les apprentis, les oriente, les aide à développer leurs connaissances et leurs compétences et facilite leur intégration en entreprise, en cohérence avec leur projet professionnel.

— Pour répondre à vos besoins, la DIFPRO vous propose :



Un accompagnement au retour en formation par :

- L'accueil, l'information et le conseil
- L'aide à la construction du projet professionnel et du parcours individualisé de formation
- La validation des acquis de l'expérience en vue de l'obtention d'un diplôme

Une organisation et des méthodes adaptées :

- Rythme et organisation souples : modules capitalisables, formations à temps plein ou à temps partiel, e-learning, etc.

Une réponse aux attentes des entreprises et des particuliers :

- Un savoir-faire en ingénierie de formation
- Un potentiel de recherche et de formations pluridisciplinaires
- Des capacités d'innovation et d'adaptation aux besoins
- Une proximité géographique

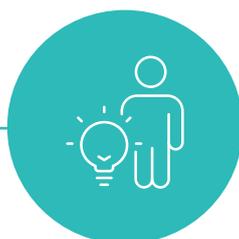
2.1 La formation continue

Dans un monde professionnel en constante évolution, les entreprises doivent rester compétitives.

Le maintien et le développement des compétences de vos salariés sont indispensables à ce contexte de compétition.

Pour répondre à ces enjeux, la formation continue est un moyen incontournable pour votre stratégie RH. Notre métier est de vous aider à trouver les compétences les plus adaptées par le biais de différents dispositifs et de financements. La Direction de la Formation Professionnelle de l'UPEC vous propose des formations en adéquation avec l'ensemble de nos domaines d'expertise.

Pour cela, nous faisons appel aussi bien à nos enseignants-chercheurs qu'à un ensemble de professionnels experts.



À qui s'adresse-t-elle ?

À toute personne engagée dans la vie active qui souhaite actualiser, acquérir ou développer de nouvelles compétences pour évoluer professionnellement.

À des employeurs confrontés à des pénuries de compétences, à l'évolution des postes de travail, à la fidélisation de leur personnel ou à la gestion de transitions professionnelles.



— *Quels dispositifs ?*

L'équipe de la Direction de la Formation Professionnelle vous accompagne pour étudier votre projet et vous conseiller pour mettre en place les dispositifs financiers que vous souhaitez mobiliser : CPF, Plan de Développement des Compétences, Transitions Pro, etc.



2.2

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Obtenez un diplôme grâce aux compétences acquises lors de vos expériences professionnelles et extra-professionnelles.



— La VAE, qu'est-ce que c'est ?

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permet d'obtenir en totalité, ou en partie, un diplôme, un titre professionnel ou un certificat de qualification professionnelle inscrits au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP). Ce dispositif s'adresse à toute personne, salariée ou non, quel que soit son niveau de formation, dès lors qu'une année d'expérience est justifiée, en lien direct avec le diplôme, le titre ou la certification visés.

— La VAE collective

Vous pouvez choisir d'accompagner un ou plusieurs collaborateurs grâce au dispositif de la VAE. Dans ce dernier cas, la VAE collective peut porter sur une même certification ou des certifications différentes.

Pour l'entreprise

Les avantages de la VAE

Ce dispositif est un moyen de :

- Gérer les compétences au sein de votre entreprise
- Qualifier et certifier vos collaborateurs
- Favoriser les mobilités internes
- Optimiser les parcours de formation par la validation partielle de certaines compétences

L'accompagnement de vos collaborateurs

L'UPEC propose un accompagnement complet de 24h comprenant :

- Des ateliers méthodologiques animés en binôme,
- Un rendez-vous pédagogique avec l'enseignant référent du diplôme visé,
- Un suivi individualisé par un accompagnateur VAE, tout au long de leur démarche, jusqu'à la préparation de la soutenance devant le jury.
- En cas de VAE collective, les ateliers seront personnalisés en prenant en compte les particularités de votre structure.

Le financement

La VAE peut être financée par le Plan de Développement de Compétences (VAE à l'initiative de l'employeur) ou le CPF (VAE à l'initiative du salarié).

Un congé VAE de 24h maximum peut être accordé pour les VAE à l'initiative du salarié.

Pour le candidat

Les avantages de la VAE

Ce dispositif est un moyen de :

- Sécuriser votre parcours
- Faciliter votre évolution professionnelle
- Acquérir une certification professionnelle reconnue en rapport direct avec votre expérience
- Relever un défi personnel
- Obtenir une certification en adéquation avec votre niveau de responsabilité

La démarche

Les grandes étapes de la VAE à l'UPEC :

1. Candidature

- Dépôt du dossier de recevabilité sur l'application EVAE : vae.appli.u-pec.fr
- Étude de la recevabilité administrative
- Étude de la faisabilité pédagogique
- Contractualisation et inscription

2. Rédaction

Votre dossier ou « livret 2 » doit faire ressortir vos compétences au travers d'études de cas liées à vos expériences professionnelles et/ou extra-professionnelles. Les compétences doivent être en lien direct avec les attendus du diplôme visé.

3. Soutenance

Le jury VAE est composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. Il peut rendre trois types de décision : une non validation, une validation totale, une validation partielle.

À savoir : en cas de validation partielle, les blocs de compétences validés sont définitivement acquis. Une préconisation pédagogique vous sera alors proposée afin de vous aider à une validation totale.

La durée d'une VAE est généralement d'un an.

Le financement

Selon votre statut, différents financements peuvent être envisagés : soit par le compte CPF, soit par France Travail et même par le Conseil Régional. Vous pouvez également auto-financer votre démarche.



Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez nous contacter à l'adresse : vae-formpro@u-pec.fr

2.3

L'apprentissage :

Recrutez vos nouveaux talents grâce à UPEC.CFA!

➤ *Pourquoi choisir l'apprentissage ?*

- Faire face à un besoin immédiat de main-d'œuvre
- Former un futur collaborateur à vos méthodes de travail et pérenniser l'emploi
- Maîtriser les coûts salariaux en bénéficiant d'aides et d'exonérations spécifiques
- Impulser une nouvelle dynamique via un regard extérieur, des savoirs théoriques et pratiques récents
- Prendre part à une démarche citoyenne en accompagnant un jeune dans le monde du travail et transmettre vos savoir-faire

➤ *Les atouts du CFA de l'UPEC*

- Choisir un partenaire de confiance, investi depuis plus de 30 ans dans l'alternance
- Être accompagné à chaque étape de votre projet de recrutement, de l'analyse de vos besoins à la gestion des contrats et conventions
- Avoir la garantie d'un suivi pédagogique et administratif personnalisé, pour vous et votre apprenti, UPEC.CFA assurant le dialogue durant toute la période de formation

➤ *Vos engagements en tant qu'employeur d'un apprenti*

- Favoriser l'insertion professionnelle de l'apprenti dans votre structure
- Lui donner les moyens nécessaires à sa formation pratique
- Nommer un maître d'apprentissage et lui permettre d'assurer l'accompagnement de l'alternant, tout en exécutant sa propre prestation de travail

➤ *Les engagements de votre apprenti*

- Respecter les règles internes de l'entreprise (comme tout autre collaborateur de l'entreprise)
- Se conformer aux missions confiées par la hiérarchie
- Assister de manière sérieuse et assidue aux cours théoriques dispensés à l'UPEC (Retenue possible sur salaire pour chaque journée d'absence non justifiée)

À savoir : la période d'essai de 45 jours en entreprise (consécutifs ou non) permet à l'entreprise d'apprécier les compétences et le savoir-être attendu. Durant cette période, le contrat peut être rompu par l'une ou l'autre des parties.

Coût de l'apprentissage

> Rémunération de l'apprenti

Calculée selon un pourcentage du SMIC ou du SMC (salaire minimum conventionnel) correspondant à l'emploi occupé. Dès lors, son montant varie en fonction de l'évolution du montant du Smic.

Le salaire progresse selon l'âge de l'apprenti et à chaque nouvelle année d'exécution du contrat.

ANNÉE D'EXÉCUTION DU CONTRAT	APPRENTI DE MOINS DE 18 ANS	APPRENTI DE 18 ANS À 20 ANS	APPRENTI DE 21 ANS À 25 ANS	APPRENTI DE 26 ANS ET PLUS
1 ^{RE} ANNÉE	27 %	43 %	53 %	100 %
2 ^E ANNÉE	39 %	51 %	61 %	100 %
3 ^E ANNÉE	55 %	67 %	78 %	100 %





› Aides et exonérations

Pour l'année 2024, le gouvernement renouvelle son soutien au recrutement des apprentis pour tous les contrats conclus entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2025, quel que soit l'âge de l'alternant, jusqu'au niveau master et pour toutes les entreprises.

Son montant est égal à 6 000 €.

Dans un communiqué de presse du 6 janvier 2024, le Président de la République a annoncé la prolongation de cette aide jusqu'à la fin du quinquennat. Elle est octroyée uniquement pour la première année du contrat. Le ministère du Travail propose un guide de simplification des démarches pour l'employeur.

3 conditions doivent être remplies par tous :

- Le contrat doit être un contrat d'apprentissage
- Le contrat doit être conclu en 2024
- L'apprenti doit préparer un diplôme ou un titre à finalité professionnelle inférieur ou égal au niveau 7 maximum (Bac + 5) du cadre national des certifications professionnelles (master, diplôme d'ingénieur...)

Attention :

Les entreprises de 250 salariés ou plus peuvent bénéficier de l'aide si elles respectent l'une des deux conditions suivantes :

› Atteindre au moins 5% de contrats favorisant l'insertion professionnelle (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation...) dans l'effectif salarié total annuel, au 31 décembre 2025. Ce taux de 5 % est égal au rapport entre les effectifs relevant des contrats favorisant l'insertion professionnelle et l'effectif salarié total annuel de l'entreprise.

› Atteindre au moins 3 % d'alternants (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) et avoir connu une progression de 10 % d'alternants au 31 décembre 2025, comparativement à l'effectif salarié annuel relevant de ces catégories (contrats d'apprentissage et contrats de professionnalisation) au 31 décembre 2024.

— Comment demander l'aide en 2024 ?

Vous n'avez aucune demande particulière à formuler en tant que telle. Il suffit de déclarer l'embauche d'un apprenti.

En tant qu'employeur, vous devez envoyer le contrat d'apprentissage à votre opérateur de compétences (OPCO). Selon l'OPCO, le dépôt se fait soit en ligne via leur site internet, soit par courrier.

Comment l'aide vous est-elle versée ?

Le versement de l'aide est automatique, mensuel, avant le paiement du salaire.

Une fois l'enregistrement du contrat et l'envoi de la DSN mensuelle faits, vous devez signaler la présence ou non du salarié concerné sur la plateforme SYLAé.

Puis, il faut saisir en ligne les attestations de présence des contrats aidés (compte SYLAé).

Chaque mois, l'Agence de services et de paiement (ASP) envoie un avis de paiement à l'employeur, consultable sur cette même plateforme Sylae.

Cette aide de 6000 euros est cumulable avec les aides spécifiques pour les apprentis en situation de handicap proposées par les deux fonds pour l'emploi dédiés (Fiphfp et Agefiph) mises en place durant la crise de la Covid, qui s'élèvent à 5 000 euros maximum. Dans ce cas, contrairement à l'aide exceptionnelle d'État, il n'y a aucune limite d'âge en cas de handicap.

Encore quelques hésitations avant d'embaucher un jeune en contrat d'apprentissage ?

Vous avez 45 jours en entreprise (consécutifs ou non) pour 'jauger' le jeune embauché et savoir s'il a les compétences requises pour le poste et le savoir-être attendu.



2.4 Le contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation est un contrat de travail basé sur le principe d'alternance entre formation théorique dans un établissement d'enseignement et formation pratique en entreprise. Il a pour but d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'État.



— Pour qui ?

Le contrat de professionnalisation s'adresse aux :

- Jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus pour compléter leur formation initiale
- Demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus
- Bénéficiaires des minima sociaux (RSA, ASS, AAH)
- Personnes ayant bénéficié d'un contrat aidé : Contrat Unique d'Insertion

La personne en contrat de professionnalisation bénéficie du statut de salarié et de l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables aux autres salariés.

— Quels objectifs ?

- Acquérir une qualification professionnelle reconnue par un diplôme ou un titre professionnel enregistré dans le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)
- Favoriser l'insertion professionnelle ou le retour à l'emploi des jeunes et des adultes
- Réaliser un recrutement adapté aux besoins de l'entreprise en compétences et en qualifications

— Quelle durée ?

Le contrat de professionnalisation peut être conclu soit en CDD renouvelable une fois, soit en CDI (avec une période de professionnalisation de 6 mois à 1 an).

Cette durée peut être prolongée jusqu'à 24 mois si cela est prévu par accord de branche et jusqu'à 36 mois pour les jeunes de 16-25 ans sortis du système scolaire sans qualification pour compléter leur formation initiale s'ils sont inscrits à France Travail depuis plus d'un an, et pour les bénéficiaires des minima sociaux.

— Quelles formations ?

- Un diplôme, certificat de qualification professionnelle, un titre professionnel, enregistrés au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)
- Un certificat reconnu par la profession : un certificat de qualification professionnelle (CQP)
- Une qualification professionnelle reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale

Cette formation est de 150 heures minimum et est comprise entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat.

Quelle rémunération ?

La rémunération est comprise entre 55 % et 100 % du Smic suivant l'âge et le niveau d'études, ou 85 % de la rémunération minimale prévue par la convention collective ou l'accord de branche de l'entreprise si plus favorable.

ÂGE	Niveau inférieur au bac professionnel ou titre/diplôme niveau bac non professionnel	Niveau égal ou supérieur au bac professionnel, titre ou diplôme à finalité professionnelle
MOINS DE 21 ANS	Au moins 55% du SMIC	Au moins 65% du SMIC
21 ANS ET PLUS	Au moins 70% du SMIC	Au moins 80% du SMIC
26 ANS ET PLUS	Au moins le SMIC ou 85% de la rémunération minimale conventionnelle ordinaire	Au moins le SMIC ou 85% de la rémunération minimale conventionnelle ordinaire



2.5 Les formations courtes

L'ensemble de nos domaines d'expertise nous permet de vous apporter selon votre objectif une réponse sur-mesure.

Nos ingénieurs de formation vous accompagneront pour :



- Définir les objectifs pédagogiques
- Élaborer un programme adapté à vos besoins
- Trouver l'expert enseignant ou professionnel adapté
- Déterminer la durée et le format souhaités



— Présentiel ou distanciel ?

Notre équipe est en mesure de produire des contenus aussi bien en distanciel qu'en présentiel.

Nous pouvons adapter les modalités et le rythme de formation à vos contraintes organisationnelles.

N'hésitez pas à nous consulter !

3.1

Le pôle UPEC Transfert et Innovation (UTI)



➤ *La Recherche à l'UPEC*

Avec 2 600 enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs et doctorants, 33 laboratoires, 1 observatoire et une trentaine de plateformes technologiques, l'UPEC est une actrice majeure de la recherche et de l'innovation. L'UPEC s'appuie sur sa Direction de la Recherche et de la Valorisation (DRV) pour favoriser une approche transversale et répondre aux grands défis sociétaux.

➤ *La Direction de la Recherche et de la Valorisation (DRV)*

La DRV de l'UPEC a pour mission l'élaboration et le suivi du volet recherche du contrat d'établissement, la déclinaison de la stratégie d'établissement en actions et leur mise en œuvre, la structuration de la recherche et le suivi des besoins et moyens des laboratoires.

- Elle assure la protection et la valorisation de la propriété intellectuelle et des innovations produites au sein des laboratoires
- Elle accompagne la mise en œuvre de la politique de recherche de l'université
- Elle offre des services d'appui aux activités de recherche et aux actions de valorisation favorisant l'innovation et le transfert des connaissances
- Elle veille au positionnement de l'UPEC dans son environnement régional, national et international



Pour mener à bien ses missions, la direction s'appuie sur quatre pôles opérationnels:

INGÉNIERIE DE PROJETS

•

STRUCTURATION ET STRATÉGIE SCIENTIFIQUE

•

FINANCIER

•

TRANSFERT ET INNOVATION

— Le pôle UPEC Transfert et Innovation (UTI)

Créé en janvier 2021, ce dernier a pour mission de mettre en place une véritable politique d'innovation en créant une activité dédiée à l'accompagnement des chercheurs et laboratoires dans leur activité inventive.

Ses missions s'articulent en complément de celles de la SATT Erganeo (société d'accélération du transfert de technologies) et des pôles de compétitivité présents sur son territoire.

Le pôle UTI accompagne les enseignants-chercheurs et chercheurs pour booster leurs innovations. Il assure une sensibilisation de la communauté académique aux enjeux de propriété intellectuelle et fournit un accompagnement à la valorisation et au transfert tout au long du déroulement des projets, de l'idée à la réalisation, en vue de la mise sur le marché des résultats de la recherche.

Les principales missions du pôle UTI :

- **Contribuer à définir les stratégies de valorisation**, de transfert et d'innovation de l'UPEC
 - **Définir, en lien avec les unités et plateformes de recherche**, les moyens optimaux pour assurer la valorisation et le transfert des résultats innovants
- À ce titre, le pôle organise des actions d'information et de formation destinées à l'ensemble des personnels des laboratoires, échange avec l'écosystème de l'innovation, propose une expertise juridique en matière de propriété intellectuelle et de contrats.
- Enfin, il guide les négociations partenariales et accompagne les réponses aux appels à projets relevant du domaine de l'innovation (prématuration, maturation, création de start-up...)
- **Favoriser l'ouverture internationale de la recherche et l'attractivité partenariale** pour maximiser l'impact sociétal et environnemental de la recherche



Contact :

transfert-innovation@u-pec.fr

<https://www.u-pec.fr/fr/recherche/accompagnement-valorisation>

3.2 UPEC Fondation



Agissons ensemble pour une société plus juste et plus éclairée !

Aujourd'hui, ce qui nous paraissait lointain nous touche au plus près : crise sanitaire, réchauffement climatique, vieillissement...Le nombre de personnes vulnérables explose.

À l'Université Paris-Est Créteil, plutôt que de fermer les yeux ou de mettre de côté les populations fragilisées, en difficulté, parfois même exclues, nous nous engageons pour leur réussite.

➤ Amener chacun à réussir quelles que soient ses vulnérabilités

Nous voulons accompagner au mieux celles et ceux qui feront le monde de demain, grâce à plus d'empowerment, d'innovation et d'approches transdisciplinaires pour :

- Une meilleure compréhension de ce que sont les vulnérabilités, de leurs impacts, par une recherche de pointe en lien étroit avec la société
- De nouveaux modes d'enseignement pour apprendre en faisant, expérimenter et exprimer tous les talents

Pour relever ces défis, nous avons créé en janvier 2021 une fondation partenariale qui porte trois grandes missions :

- Soutenir les projets novateurs et porteurs de sens au sein de l'UPEC
- Proposer un espace d'échanges et d'expérimentation sociétale inspirant les citoyens et les professionnels de demain
- Aider chaque jeune à trouver sa place dans la société

➤ Trois ambitions

1) Priorité au handicap > apporter des solutions nouvelles :

- À la fois aux personnes touchées, notamment dans leur quotidien et dans leur vie professionnelle
- Aux soignants face à un nombre croissant de patients
- Aux entreprises pour un meilleur accompagnement dans l'emploi

Il est urgent d'agir, grâce à des approches sociétales et technologiques innovantes, pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de handicap, souvent plus vulnérables en termes de santé et d'accès à la formation notamment.

2) Priorité à l'environnement et à ses impacts sur la santé et la société

> Mieux prévenir les vulnérabilités :

- Accompagner les trajectoires de vie et de santé dans leur globalité
- Développer la recherche et l'innovation pour relever les défis environnementaux

La pollution, les atteintes à la biodiversité et le dérèglement climatique affectent notre vulnérabilité.

Face à la hausse des enjeux environnementaux, il est plus que nécessaire de comprendre les risques sanitaires et d'identifier les éléments clés de prévention.

3) Priorité aux entreprises de demain

> Permettre aux entreprises de s'engager dans la transformation sociétale :

- Préparer les futurs entrepreneurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)
- Aider les entreprises à faire face à leurs nouveaux enjeux sociétaux

Face à l'accélération du nombre d'individus vulnérables, nous voulons aider un maximum de personnes à entreprendre ou à repenser leurs activités pour mieux répondre aux nouveaux besoins de la société.

➤ *Devenez mécène*

S'engager à nos côtés, c'est :

- Être acteur de projets sur toutes les thématiques spécifiques de la RSE, telles que le handicap
- Soutenir des formations innovantes en lien avec la recherche pour les métiers de demain
- Mieux recruter et mobiliser les compétences des nouvelles générations
- Accéder à un réseau fort et développer votre ancrage territorial
- Fédérer vos collaborateurs autour de la construction d'une société plus juste
- Valoriser l'image de votre entreprise

Grâce à vous, nous pourrons préparer au mieux celles et ceux qui feront le monde de demain !

Nos membres fondateurs

THALES



BNP PARIBAS



UNIVERSITÉ
PARIS-EST CRÉTEIL
VAL DE MARNE



Contact:

fondation@u-pec.fr · <https://fondation.u-pec.fr/>

DROIT DES INSTITUTIONS

DIPLÔME UNIVERSITAIRE

Mandataire judiciaire à la protection des majeurs ...25

LICENCE

Droit ...26
 Carrières publiques ...27
 Sciences politiques ...28
 Sciences politiques à l'international ...29
 Sciences politiques-accès santé ...30
 Juriste international ...31
 Filière européenne Jean Monnet ...32

MASTER

Histoire publique ...33
 Affaires publiques ...34
 Carrières juridiques et affaires publiques ...35
 Droit des contentieux et de l'exécution ...36
 Protection de la personne vulnérable ...37
 Histoire européenne comparée ...38
 Droit du système de santé ...39
 Droit de la régulation et des contrats publics ...40
 Droit public des activités économiques ...41
 Étude socio-politique de la globalisation ...42
 Action humanitaire internationale ...43
 Droit européen des affaires ...44
 Systèmes juridiques européens ...45

DIPLÔME DE GRADE MASTER

Diplôme de l'Institut d'Études Politiques (IEP) ...46

CAPACITÉ

Capacité en Droit ...47

ADMINISTRATION PUBLIQUE

LICENCE PROFESSIONNELLE

Chargé de communication des collectivités territoriales et des associations ...49

LICENCE

Préparation aux concours de la fonction publique ...50

Santé publique ...51

MASTER

Pilotage et évaluation des politiques publiques pour les élus ...52

Métier de l'audit interne des collectivités publiques ...53

Administration publique et gestion des collectivités locales ...54

Communication politique et publique en France et en Europe ...55

4.

*Nos formations selon nos
domaines d'expertise*

Droit des institutions



DIPLÔME UNIVERSITAIRE

Mandataire judiciaire à la protection des majeurs

Ce DU est couplé avec la délivrance du certificat national de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, mention mesure judiciaire de protection. Il prépare à l'exercice professionnel des mesures de protection judiciaire des majeurs.



Objectifs & compétences visés

- Préparer à l'exercice professionnel des mesures de protection des majeurs (mandat spécial sous la sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, mandat de protection future)



Programme

- Les fondamentaux de la protection juridique des majeurs
- Les fondamentaux en matière de protection de la personne
- Notions en matière d'action sociale
- Notions en matière de protection de la personne
- La gestion du patrimoine du majeur protégé
- Procédure d'exécution et surendettement
- Budget du majeur protégé et pratique professionnelle
- Droits sociaux, protection sociale et assurances
- Gestion et transmission du patrimoine familial
- Gestion financière et fiscalité du patrimoine
- Modes de détention du patrimoine
- Syndromes démentiels et troubles du comportement
- Dénutrition, déshydratation
- Ostéoporose, arthrose
- Dépendance et perte d'autonomie
- Pathologies cardio-vasculaires
- Addictions
- Troubles et pathologies psychiatriques
- Cadre, fondements et modalités de l'intervention du mandataire
- Méthodologies et techniques d'entretien, de communication et de psychologie
- Positionnement et pratique professionnels
- Responsabilité civile et pénale du mandataire et de la personne protégée
- Rôle et place de l'avocat
- Relation avec le juge



Disponible en

- Formation continue

LICENCE

Droit

Cette licence forme à des carrières juridiques et judiciaires (magistrat, avocat, etc.), des carrières du secteur privé (banques, assurances, etc.), des carrières du secteur public (administrations d'État, collectivités territoriales, etc.), des institutions internationales et des carrières de l'enseignement supérieur et de la recherche.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir une culture générale politique, économique et juridique internationale, européenne et française
- Maîtriser des outils informatiques
- Perfectionner la maîtrise d'une ou de deux langues vivantes
- Apprendre la méthodologie de recherche et de l'exploitation de la documentation
- Acquérir l'aptitude au raisonnement
- Acquérir les connaissances juridiques fondamentales
- Maîtriser un discours juridique écrit et oral (rédaction d'actes, notes de synthèse, dissertations, commentaires d'arrêt, exposés, plaidoiries, résolution de cas pratiques, etc.)



Programme

- Droit
- Économie politique
- Sciences politiques et économie
- Sociologie et philosophie du droit
- Histoire des institutions romaines et histoire contemporaine
- Histoire des institutions judiciaires
- Droit civil, droit administratif, droit pénal, droit des affaires, droit matériel européen, droit européen et international
- Finances publiques
- Histoire de la formation politique de l'Europe
- Comptabilité
- Relations internationales
- Économie publique et politique économique
- Histoire des institutions publiques ou histoire des obligations
- Monnaie et finances
- Langue vivante
- Certification



Disponible en

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

LICENCE

Carrières publiques

Cette licence offre une formation à de futurs jeunes professionnels susceptibles d'évoluer dans l'ensemble des sphères d'action des affaires publiques. Elle ouvre également un large éventail de carrières à l'intersection des branches du secteur public ainsi que des organisations locales et nationales.



Objectifs & compétences visés

- Former aux concours administratifs
- Former aux épreuves juridiques
- Enrichir la culture générale
- Se distinguer par rapport aux autres étudiants
- Avoir une plus-value pour le CV



Programme

- Culture générale
- Anglais
- Méthodologie des carrières publiques
- Méthodes du droit public
- Droit public approfondi
- Pratique du droit public
- Grands problèmes contemporains



Disponible en

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

Sciences politiques

Cette licence forme des professionnels attachés aux affaires publiques (métiers du politique, administration publique, relations internationales).



Objectifs & compétences visés

- Identifier au sein d'un document les différentes formes et manifestations du politique dans une dimension pluridisciplinaire et réflexive
- Analyser la réalité politique contemporaine
- Repérer les réalités et pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations, des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatifs
- Rechercher, collecter et synthétiser des informations sur les questions sociales et politiques



Programme

- Histoire, droit et société
- Vie et science politique
- Économie et société
- Sociologie et droit public
- Sociologie et politique
- Sociologie et action publique
- Cultures et institutions comparées
- Administration et humanités
- Relations internationales
- Communication et participation politiques



Disponible en

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

LICENCE

Sciences politiques à l'international

Cette licence dont une partie des enseignements est dispensée en langue étrangère forme de futurs professionnels d'organisations publiques et privées travaillant à l'étranger ou à l'international, capables d'affronter la complexité des questions politiques et sociales à l'échelle mondiale.



Objectifs & compétences visés

- Identifier au sein d'un document les différentes formes et manifestations du politique dans une dimension pluridisciplinaire et réflexive
- Analyser la réalité politique internationale
- Repérer les réalités et pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations, des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatifs
- Rechercher, collecter et synthétiser des informations sur les questions sociales et politiques
- Communiquer en anglais et dans deux autres langues étrangères



Programme

- Sociology and Public Law
- Methodology and foreign language
- Histoire, droit et société
- Economics and political institutions
- Questions internationales et européennes
- Communication et participation politiques
- Administration et humanités
- Geopolitics
- Les enjeux politiques de la mondialisation
- Sociologie de l'action internationale



Disponible en

- Formation continue
- Validation des Acquis de l'Expérience

LICENCE

Sciences politiques-accès santé

Cette licence offre la possibilité de poursuivre des études de médecine tout en s'appuyant sur un point fort identifié en études politiques. Elle permet de suivre et de valider (par examen ou par équivalence) les enseignements de la licence de science politique tout en candidatant aux formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique.



Objectifs & compétences visés

- Identifier au sein d'un document les différentes formes et manifestations du politique dans une dimension pluridisciplinaire et réflexive
- Analyser la réalité politique contemporaine
- Repérer les réalités et pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations, des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatifs
- Rechercher, collecter et synthétiser des informations sur les questions sociales et politiques
- Communiquer en anglais
- Maîtriser connaissances et savoirs essentiels dans le domaine de la santé



Programme

- Culture scientifique
- La cellule
- De l'atome aux médicaments
- Les tissus et le sang
- Reproduction et développement
- Humanités et santé
- Questions internationales et européennes
- Économie et société
- Communication et participation politiques
- Administration et humanités
- Sociologie et politique
- Théorie politique



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

LICENCE

Juriste international

Ce parcours se donne pour objectif de faciliter l'intégration dans une filière de spécialisation à vocation internationale en master et d'élargir le champ professionnel à l'international, notamment la maîtrise de l'anglais ou de l'espagnol juridique écrit et oral.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir des compétences en culture générale politique, économique et juridique internationale, européenne et française, maîtrise des outils informatiques, aptitude au raisonnement; connaissances juridiques fondamentales, maîtrise du discours juridique écrit et oral
- Maîtriser une ou deux langues vivantes et plus particulièrement maîtriser l'expression écrite et orale juridique
- S'initier aux catégories et principes fondamentaux de droits étrangers
- S'initier à la recherche et l'exploitation de la documentation à partir de ressources informatiques européennes et étrangères.



Programme

- Droit
- Sciences politiques
- Économie
- Langue vivante
- Découverte de la vie professionnelle
- Droit civil
- Droit administratif
- Droit pénal
- Droit des affaires
- Finances publiques
- Droit matériel européen
- Sciences politiques et économie
- Langue vivante
- Pratiques professionnelles
- Droit privé général
- Droit public
- Droit des affaires
- Droit européen et international
- Certification informatique et linguistique et établissement d'un projet professionnel



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

LICENCE

Filière européenne Jean Monnet

Cette licence Monnet propose une formation spécifique en droit de l'Union européenne et en langues. Elle prépare à des métiers de conseiller et d'avocat, d'auxiliaire de justice, ainsi qu'aux carrières judiciaires et aux carrières de la fonction publique française et européenne.



Objectifs & compétences visés

- Traduire une situation de fait en situation juridique
- Analyser une situation juridique et délivrer une solution précise à un cas concret
- Rédiger et appliquer des actes juridiques
- Reasonner et appliquer une argumentation adaptée
- Comprendre et interpréter un texte législatif ou réglementaire, français ou européen en Français ou en anglais
- Maîtriser les instruments méthodologiques, rédiger avec méthode et s'exprimer dans un style cohérent et clair
- Élargir et structurer ses connaissances en droit interne et en droit européen



Programme

- Droit européen fondamental
- Droit pénal européen
- Droit de la concurrence
- Droit administratif européen
- Droit social européen



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Histoire publique

Ce Master forme aux enjeux et aux techniques de la diffusion de l'histoire à travers toutes ses formes (presse, musées et expositions, audiovisuel, numérique, ...). Il vise les métiers des musées et de la médiation culturelle, de l'édition, du tourisme, de la valorisation patrimoniale ou encore de la communication.



Objectifs & compétences visés

- Maîtriser des savoir-faire de la recherche en histoire (collecte d'informations et de documents, analyse des sources, élaboration d'un raisonnement, rédaction d'un mémoire)
- Analyser la diversité des formes de l'histoire publique
- Adapter son écriture en fonction des publics et des supports (presse, expositions, web, vidéo)
- Conduire des projets individuels et collectifs conçus en partenariat avec un commanditaire (entreprise, collectivité)



Programme

- Méthodologie de la recherche en histoire
- Théorie de l'histoire
- Histoire des périodes anciennes et médiévales
- Histoire des périodes modernes et contemporaines
- Histoire culturelle et sociale
- Histoire, mémoires, publics
- Écrire la divulgation historique
- Projet tutoré
- Stage



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

Affaires publiques

Ce Master s'adresse à des cadres, des experts et des chargés de missions impliqués dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.



Objectifs & compétences visés

- Analyser les problèmes publics et de pilotage de l'action publique
- Gérer les organisations du secteur public
- Améliorer l'efficacité de la gestion publique
- Comprendre les budgets publics
- Collaborer et comprendre les dynamiques de pouvoir dans le secteur public
- Communiquer efficacement avec les médias, le grand public et les parties prenantes de l'organisation



Programme

- Exclusion, pauvreté et inégalités
- Politiques publiques internationales
- Économie politique de la globalisation
- Media, representation and politics
- Nouvelles politiques urbaines : villes intelligentes et durables
- Convention citoyenne étudiante
- Conférences de l'EEP et d'AlgoPo
- Projets individuels et collectifs
- Sociologie de l'action publique
- Cadre juridique de l'action publique
- Économie de l'action publique
- Introduction à la communication politique institutionnelle
- Carrières publiques et politiques
- Insertion professionnelle
- Gestion de projets
- Sociologie politique de l'international
- Politiques numériques : Gov Tech, Civic Tech et Pol Tech
- Gouvernance multiniveaux
- Evaluation des politiques publiques
- Enjeux politiques du numérique
- Analyse des controverses éthiques et politiques
- Les instruments et la rationalisation des politiques publiques
- Politique et territoires
- Theories of deliberation
- Sociologie du numérique
- European studies



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Carrières juridiques et affaires publiques

Cette formation vise à préparer les juristes aux métiers et concours de la haute fonction publique. Il est également profitable aux personnes désirant se préparer à l'examen d'avocat ainsi qu'à celles intéressées par une poursuite en doctorat et une carrière universitaire.



Objectifs & compétences visés

- Maîtriser des compétences spécialisées en matière juridique
- S'ouvrir sur les grands enjeux du monde contemporain : culture générale, économie, sujets d'actualité
- Acquérir des méthodes de réflexion et maîtriser les fondements de la dissertation, de la note de synthèse et de l'oral dans la perspective des concours de la fonction publique



Programme

- Contentieux constitutionnel
- Économie européenne et internationale
- Droit public économique
- Histoire des idées politiques jusqu'à la Révolution
- Système juridique de l'Union européenne
- Méthodologie des épreuves de concours administratifs
- Droit de l'urbanisme et aménagement de l'espace
- Droit de la concurrence
- Théorie du droit et argumentation juridique
- Droit du marché intérieur
- Droit de l'environnement
- Droit de la convention européenne des droits de l'homme
- Droit de la santé
- Droit des collectivités territoriales
- Droit international
- Nationalité et condition des étrangers
- Droit public approfondi
- Grands enjeux contemporains
- Grandes questions économiques
- Droit et pratique des relations internationales
- Préparation aux concours administratifs
- Anglais



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Droit des contentieux et de l'exécution

Cette formation permet de maîtriser la polyvalence des exigences techniques de la pratique judiciaire et d'anticiper les difficultés.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir les compétences théoriques et pratiques permettant de rédiger tous les actes de procédure et d'assurer leur suivi dans le cadre des différents types de contentieux
- Assurer le conseil et la représentation des droits des justiciables devant les tribunaux
- Maîtriser la phase d'exécution des décisions de justice
- Plaider un dossier devant une juridiction
- Élaborer les bonnes stratégies judiciaires et accomplir toutes les formalités nécessaires pour en assurer la mise en œuvre
- Connaître les règles déontologiques qui régissent les différentes professions judiciaires



Programme

- Droit civil et pénal
- Procédures fondamentales
- Justice et État
- Contentieux administratif et européen
- Pratique des procédures contentieuses
- Pratique des procédures d'exécution
- Actes et argumentation judiciaire
- Pratique des procédures spéciales
- Pratique des contentieux particuliers
- Pratique professionnelle et déontologique
- Langue



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Protection de la personne vulnérable

Ce Master s'adresse aux futurs mandataires judiciaires à la protection des majeurs et ceux étant déjà en poste, ainsi que des juristes (avocats, notaires...) spécialisés dans le droit de la protection des personnes vulnérables.



Objectifs & compétences visés

- Évaluer un préjudice et mener une procédure d'indemnisation
- Réaliser une étude approfondie et spécialisée à la fois de la personne (incapable, vulnérable, malade, surendettée) et de ses relations patrimoniales et extrapatrimoniales familiales
- Élaborer des consultations (recherche documentaire, veille juridique, analyse de dossiers, formulation des questions pertinentes, structuration de la réponse, solutions juridiques)
- Conseiller la personne protégée ou à protéger ou son entourage familial, en amont et en aval de la mesure de protection ainsi que dans le cadre du fonctionnement de celle-ci
- Exercer une mesure de protection juridique des majeurs (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice avec mandat spécial, mandat de protection future)



Programme

- Fondamentaux de la protection juridique des majeurs
- Fondamentaux en matière de protection de la personne
- Méthodologie et techniques d'entretien, de communication et de psychologie
- Responsabilités civile et pénale du mandataire et de la personne
- Notions en matière de protection sociale
- Notions en matière d'action sociale
- Gestion du patrimoine du majeur protégé
- Procédures d'exécution et surendettement
- Cadre, fondements et modalités de l'intervention du mandataire
- Budget du majeur protégé et pratique professionnelle
- Droits sociaux, protection sociale et assurances
- Gestion financière et fiscalité du patrimoine
- Modes de détention du patrimoine
- Connaissance des publics et des pathologies
- Rôle et place de l'avocat
- Relation au juge
- Déontologie et analyse des pratiques
- Positionnement et pratique professionnels



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Histoire européenne comparée

Ce Master vise à former les personnes à la recherche en histoire (recherche documentaire, critique des sources diverses, contextualisation, synthèse). Il s'adresse à de futurs agrégés et docteurs en histoire ainsi qu'à des personnes souhaitant se présenter aux concours administratifs.



Objectifs & compétences visés

- Replacer les événements et les processus historiques dans une perspective comparatiste
- Rassembler, mettre en forme et analyser l'information historique
- Mobiliser une intelligence critique pour situer la réflexion au sein des débats historiographiques contemporains
- Conduire une recherche de manière autonome
- Communiquer les résultats d'une recherche à l'écrit et à l'oral
- Maîtriser les techniques spécifiques de la recherche en histoire (travail en archives, sur manuscrits, sur documents sonores, etc.)



Programme

- Histoire ancienne
- Histoire médiévale
- Histoire contemporaine
- Histoire européenne
- Histoire visuelle, sonore et matérielle
- Méthodologie de la recherche en histoire
- Paléographie, épigraphie
- Langue étrangère



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Droit du système de santé

Ce Master forme des juristes spécialisés en droit de la santé. Il offre une formation située au carrefour du droit public et du droit privé, en insistant sur le droit de la santé publique, la responsabilité médicale et hospitalière, le droit des établissements de santé, le droit des produits de santé et le droit du vivant.



Objectifs & compétences visés

- Analyser le système de santé, y compris les différentes organisations et agences qui régulent les soins de santé.
- Maitriser les lois et les réglementations qui régissent le système de santé (confidentialité, responsabilité professionnelle, droits des patients, assurances maladie, etc.)
- Analyser des problèmes juridiques liés à la santé et trouver des solutions appropriées
- Rédiger des documents juridiques
- Communiquer avec les clients, les collègues et les parties adverses
- Compétences en négociation : les étudiants apprennent à négocier des accords en matière de santé et à résoudre les différends
- Connaître les évolutions dans le domaine de la santé



Programme

- Santé publique
- Droit de la santé, gouvernance et gouvernés
- Gestion des établissements de santé
- Outils
- Droit du vivant et des personnes
- Droit du vivant et recherche
- Éthique et déontologie en santé
- Droit médical et responsabilité civile
- Produits de santé et biotechnologies
- Pratique professionnelle ou activités de recherche



Disponible en

- Validation des acquis de l'expérience
- Formation continue

MASTER

Droit de la régulation et des contrats publics

Ce Master a pour principal objectif de préparer les futurs avocats, juges ou juristes à travailler au sein de structures publiques (collectivités territoriales), parapubliques ou privées.



Objectifs & compétences visés

- Maîtriser la passation des contrats publics (marchés publics, concessions, partenariats, marchés sectoriels), non seulement pour les marchés usuels mais aussi dans des champs sectoriels (énergie, transport...)
- Maîtriser les processus et les techniques juridiques dans les marchés régulés
- Appliquer les savoirs et savoir-faire juridiques dans les champs du droit public en collectivité (urbanisme, contentieux environnemental, aménagement)



Programme

- Droit public économique
- Contentieux constitutionnel
- Histoire des idées politiques jusqu'à la révolution
- Système juridique de l'Union européenne
- Méthodologie des épreuves juridiques de concours administratifs
- Droit des collectivités
- Droit de la concurrence
- Nationalité et condition des étrangers
- Droit administratif des biens
- Droit international approfondi
- Droit de la fonction publique
- Droit de l'environnement
- Droit des contrats publics
- Droit de l'urbanisme
- Droit des collectivités territoriales
- Théorie et typologie des contrats
- Droit européen des contrats publics
- Principes du droit économique et de la régulation
- Pratique et passation des marchés publics
- Marchés publics sectoriels
- Contentieux contractuels
- Urbanisme



Disponible en :

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Droit public des activités économiques

Cette formation vise à initier les personnes à la recherche juridique et les prépare à l'exercice de professions aussi diverses qu'enseignant-chercheur, avocat, juge ou juriste au sein de structures publiques, parapubliques ou privées.



Objectifs & compétences visés

- Développer des connaissances dans la recherche juridique, tout en approfondissant des savoir-faire dans les branches du droit fréquemment mobilisées dans les activités professionnelles
- Mettre à jour et perfectionner les connaissances des personnes déjà engagées dans la vie professionnelle acquises lorsqu'elles entrent dans le cadre de la formation permanente
- Acquérir les savoirs et les savoir-faire juridiques, requis dans de nombreux champs d'activités qui mobilisent le droit public et la mise en œuvre du droit public



Programme

- Droit public économique
- Contentieux constitutionnel approfondi
- Droit administratif interne et européen
- Droit du commerce, des marchés et de la concurrence
- Histoire des idées politiques jusqu'à la Révolution
- Droit économique et financier de l'Union européenne
- Théorie générale des contrats publics
- Droit des collectivités territoriales
- Droit de l'urbanisme et développement durable
- Pratique des contrats publics
- Actualité du droit public des affaires
- Méthodologie des épreuves juridiques de concours administratifs
- Droit institutionnel des marchés financiers
- Droit international et relations économiques
- Anglais



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Étude socio-politique de la globalisation

Ce parcours se caractérise par son interdisciplinarité et son ouverture sur des questions internationales, comme la crise mondiale de la démocratie représentative, les reconfigurations numériques de la citoyenneté, les conséquences socio-politiques de la globalisation, les migrations, le défi écologique, la montée en puissance de la Chine etc.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir une perspective large du monde globalisé et une pratique permettant de travailler sur des projets de terrain
- Maîtriser des compétences politiques et sociétales à différentes échelles (locale, nationale, internationale)
- Analyser les processus de mondialisation, les phénomènes qui y sont liés, les facteurs qui les influencent et les dynamiques qui en découlent
- Analyser les enjeux et les impacts de la globalisation dans différents domaines, tels que la politique, l'économie, la culture, la société, etc.
- Collecter, analyser et interpréter des données, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives
- Communiquer les résultats des recherches en français et en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit



Programme

- Exclusion, pauvreté et inégalités
- Politiques publiques internationales
- Theories of deliberation
- Économie politique de la globalisation
- Media, representation and politics
- Sociologie du numérique
- Convention citoyenne étudiante
- Projets individuels et collectifs
- Chinese society and politics
- New trends in world politics
- Migrations and diasporas
- Global health and environment
- Civic, social and cultural projects
- Comparative approaches to politics
- Sociologie politique de l'international
- Gouvernance multiniveaux
- Social justice and globalization
- Enjeux politiques du numérique
- Analyse des controverses éthiques et politiques
- Politique et territoires
- Global history
- European studies
- Digital citizenship



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Action humanitaire internationale

Cette formation s'adresse à des personnes chargées de la conception et de la gestion de projets humanitaires. Elle permet d'acquérir à la fois une perspective large des enjeux de la solidarité internationale et une pratique permettant de travailler sur des projets de terrain.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir une connaissance approfondie des différents types d'acteurs de la solidarité internationale
- Comprendre les enjeux du milieu humanitaire et du développement dans les pays en situation de crise ou de pauvreté
- Maîtriser l'approche projet et la gestion du cycle de projet
- Développer des compétences en matière de gestion associative, évaluation de projet, communication et plaidoyer



Programme

- Exclusion, pauvreté et inégalités
- Sociologie et politiques publiques internationales
- Theories of deliberation
- Économie politique de la globalisation
- Media, representation and politics
- Sociologie et enjeux du numérique
- Convention citoyenne étudiante
- Conférences de l'EEP et d'AlgoPo
- Sociohistoire de l'humanitaire
- Étude des violences et des conflits
- Droits humains
- Pratiques sectorielles
- Gouvernance associative et multiniveaux
- Plaidoyer et communication
- European Studies
- Politique et territoires
- Analyse des controverses éthiques et politiques
- Solidarité internationale et construction de la paix
- Conception et financement, évaluation de projet
- Gestion de projet de terrain



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

Droit européen des affaires

Ce parcours permet l'acquisition d'une connaissance approfondie du droit européen dans la diversité de ses champs : droit de l'Union européenne, droit de la Convention européenne des droits de l'homme, droit international économique et les branches des droits nationaux sous influence européenne. Il vise les métiers dans les cabinets d'avocats, les services juridiques des entreprises, etc.



Objectifs & compétences visés

- Organiser des opérations juridiques complexes à l'échelle supranationale
- Maîtriser les montages contractuels internationaux et européens
- Intervenir dans des contentieux mobilisant le droit de l'UE
- Conseiller les acteurs économiques et politiques qui définissent des stratégies à une échelle supra-nationale
- Formuler des recommandations pour le développement des politiques publiques associées à l'intégration européenne
- Mettre en œuvre l'ensemble de ces compétences en anglais



Programme

- Système juridique et contentieux de l'Union européenne
- Théorie générale du droit international privé
- Droit et contentieux de la Convention Européenne des Droits de l'Homme
- International business and arbitration law
- Droit économique international
- Droit du marché intérieur
- Droit international privé des affaires
- Droit européen de la concurrence
- Grands systèmes de droit contemporains
- Politiques européennes
- Market, citizenship and democracy in the European Union
- Pratique du droit européen de la concurrence
- European company law and governance
- European tax law
- Union économique et monétaire et système financier européen
- Cliniques de droit européen
- Actualités du droit européen
- Droit européen des contrats
- Droit européen de la propriété intellectuelle
- Anglais juridique



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Systemes juridiques europeens

Ce parcours permet l'acquisition d'une connaissance approfondie du droit europeen, dans la diversite de ses champs : droit de l'Union europeenne, droit de la Convention Europeenne des Droits de l'Homme, droit international economique et les branches des droits nationaux sous influence europeenne.



Objectifs & competences vises

- Organiser des operations juridiques complexes a l'echelle supranationale
- Maitriser les montages contractuels internationaux et europeens
- Intervenir dans des contentieux mobilisant le droit de l'UE
- Conseiller les acteurs economiques et politiques qui definissent des strategies a une echelle supra-nationale
- Formuler des recommandations pour le developpement des politiques publiques associees a l'integration europeenne
- Mettre en oeuvre l'ensemble de ces competences en anglais



Programme

- Politiques europeennes
- Cliniques de droit europeen
- Systeme juridique et contentieux
- Union economique et monetaire
- International business and arbitration law
- Droit economique international
- Droit du marche interieur
- Droit international prive des affaires
- Market, citizenship and democracy in the European Union
- Droit europeen de la concurrence
- European economic regulation law
- European constitutional law and fundamental rights
- External relations of the European Union
- Area of freedom, security and justice
- Actualites du droit europeen
- Gouvernance europeenne
- Droit interne de l'integration europeenne



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'experience

DIPLÔME DE GRADE MASTER

Diplôme de l'Institut d'Études Politiques (IEP)

Le diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Fontainebleau – UPEC forme des décideurs des secteurs privé, public et associatif capables de co-construire avec les scientifiques des politiques publiques dans trois domaines en particulier : la santé, environnement et le numérique. La spécificité de ce diplôme de l'IEP est d'intégrer les sciences exactes et expérimentales au sein des études politiques.



Objectifs & compétences visés

- Analyser la réalité politique contemporaine
- Repérer les réalités et pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations, des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatifs
- Rechercher, collecter et synthétiser des informations sur les questions sociales et politiques
- Communiquer en anglais et dans deux autres langues étrangères



Programme

- Introduction à la science politique
- Vie politique
- International relations
- Histoire économique
- Fondements des comportements économiques
- Analyse critique du droit
- Droit constitutionnel et institutions politiques
- Sociologie des sciences
- Physique, chimie, biologie
- Énergie, enjeux et changement climatiques
- Fonctionnement des écosystèmes
- Analyse, logique et statistiques
- Langues étrangères



Disponible en

- Formation continue

CAPACITÉ

Capacité en Droit

Cette capacité est une formation courte (2 ans) préparant à des professions juridiques et administratives, et permettant l'accès aux formations longues (licence et Master) de l'enseignement supérieur. Elle vise le concours de la fonction publique, les carrières dans le secteur privé ou nationalisé, etc.



Objectifs & compétences visés

- Se familiariser avec le droit constitutionnel, droit pénal, droit de la famille, droit des obligations, droit administratif, droit social, droit des affaires
- Comprendre un texte juridique ou une décision de justice
- Découvrir l'univers professionnel du droit



Programme

- Droit constitutionnel
- Droit pénal
- Introduction générale au droit
- Droit administratif
- Droit de la famille
- Grands problèmes contemporains
- Droit des obligations
- Droit des affaires
- Approche pratique du droit
- Droit administratif spécial
- Droit pénal spécial
- Droit social
- Droit patrimonial



Disponible en

- Formation continue

4.

*Nos formations selon nos
domaines d'expertise*

Administration publique



Chargé de communication des collectivités territoriales et des associations

Ce parcours forme des chargés de communication capables de concevoir une politique de communication et de suivre sa mise en œuvre en vue de contribuer au développement des relations publiques de l'association ou de la collectivité.



Objectifs & compétences visés

- Repérer et analyser les enjeux de la communication d'intérêt général
- Se situer dans un environnement institutionnel et/ou associatif
- Réaliser un diagnostic de la communication, élaborer un plan de communication
- Utiliser les outils de la veille informationnelle
- Contribuer à la définition d'une stratégie numérique
- Animer une communauté
- Organiser des événements
- Organiser et suivre les relations avec la presse
- Rédiger pour être lu (écriture journalistique)
- Concevoir et mettre en forme les supports de communication
- Maîtriser les outils de la PAO et du webdesign
- Conduire et évaluer un projet de communication



Programme

- Pratiques de la communication des associations et des collectivités
- Institutions, associations, médias
- Communication numérique
- Communication institutionnelle
- Communication événementielle
- Droit de la communication
- Management et gouvernance
- Outils de communication interne et RH
- Marketing territorial
- Relations presse
- Gestion de projet



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

LICENCE

Préparation aux concours de la fonction publique

Cette licence prépare aux concours d'attaché d'administration (IRA), d'attaché territorial et d'inspecteur des finances publiques. Elle est la seule préparation aux concours de la fonction publique qui soit en même temps diplômante.



Objectifs & compétences visé

- Acquérir des connaissances fondamentales en politique publique, organisation administrative, droit public, finances publiques, gestion des ressources humaines, dans le secteur public
- Analyser les enjeux politiques et économiques qui peuvent avoir une influence sur l'administration publique
- Analyser des politiques publiques
- Maîtriser les réglementations, les droits et les devoirs liés au statut de fonctionnaire
- Analyser et réaliser des synthèses adaptées aux problématiques de l'administration publique et des épreuves de concours
- Maîtriser les codes d'expressions écrites et orales de l'administration publique
- Rédiger une note de synthèse
- Rédiger une composition de culture générale



Programme

- Politiques publiques de l'État
- Finances publiques de l'État et des collectivités territoriales
- Institutions politiques et administratives
- Institutions et politiques européennes
- Administration publique
- Statut et déontologie du fonctionnaire
- Culture générale
- Note de synthèse
- Galop d'essai
- Anglais
- Droit administratif
- Enjeux politique et administration
- Culture générale approfondie



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage

Santé publique

Cette licence offre une formation solide et d'excellence dans le domaine de la santé publique. Elle vise les métiers d'agent de santé publique, coordinateur de programmes de santé, analyste de données de santé, chercheur en santé publique, gestionnaire de santé publique ou éducateur de santé.



Objectifs & compétences visés

- Acquérir une compréhension détaillée des principes, des pratiques et des enjeux de la santé publique
- Concevoir et mener des études de recherche, collecter et analyser des données, interpréter les résultats et communiquer efficacement leurs conclusions
- Utiliser des logiciels et des outils de statistique pour analyser des données complexes
- Communiquer efficacement les résultats de recherche
- Acquérir une compréhension des lois, des réglementations et des politiques de santé publique en vigueur



Programme

- Immunologie / hématologie
- Biologie moléculaire et génétique : maladies génétiques et maladies rares
- Biologie et pathologies du vieillissement
- Compétences numériques et informationnelles
- Psychologie et sociologie – anthropologie en santé
- Éthique médicale, bioéthique et droit de la santé
- Biologie et pathologies du vieillissement
- PIX : compétences numériques
- Anglais
- Réglementation et éthique de la recherche sur l'être humain et droit de la santé
- Human Nutrition – principes and applied nutrition
- Technique, vie, société : enjeux contemporains en santé
- Biostatistiques
- Épidémiologie
- Bases moléculaires en oncologie
- Économie appliquée à la santé
- Gestion d'un projet de recherche clinique
- Géographie de la santé
- Gestion de la qualité et des risques en santé
- Promotion et prévention de la santé



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Pilotage et évaluation des politiques publiques pour les élus

Ce parcours à la fois qualifiant et diplômant s'adresse aux élus. Il permet d'acquérir des compétences politiques, pratiques et universitaires, destinées à piloter et évaluer les politiques publiques locales, territoriales et/ou nationales.



Objectifs & compétences visés

- Connaître et respecter l'éthique publique
- Réaliser son programme de mandature
- Analyser et mettre en œuvre les politiques publiques
- Financer les projets politiques
- Communiquer et négocier
- Se reconvertir/reconvertir ses compétences
- Concevoir et piloter un projet de territoire et/ou urbain
- Maîtriser les outils de l'action publique
- Agir dans son environnement



Programme

- Éthique, déontologie et statut de l'élu
- Les relations élus, services, usagers
- Maîtrise des risques liés aux responsabilités de l'élu
- Maîtrise des nouveaux dispositifs de transparence, de prévention et de contrôle
- Gestion de projets et conduite du changement
- Introduction à l'analyse des politiques publiques
- Institutions publiques et cadre légal
- Économie et finances publiques
- Communication politique et institutionnelle
- Les politiques d'aménagement et de développement des territoires
- Les documents d'urbanisme et les partenaires de l'aménagement urbain
- Les nouvelles politiques urbaines
- Organiser le contrôle des tiers
- La transition énergétique
- Manager par les risques
- Protéger les agents



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Métier de l'audit interne des collectivités publiques

Ce Master forme des auditeurs internes et des inspecteurs travaillant au sein des collectivités locales et des établissements publics locaux.



Objectifs & compétences visés

- Évaluer les dispositifs de contrôle interne de la collectivité
- Informer, alerter sur le degré de maîtrise des opérations
- Conseiller les collectivités afin qu'elles atteignent leurs objectifs
- Optimiser les processus de management des risques, de contrôle, de gouvernance
- Formuler des recommandations pour améliorer l'efficacité du service public



Programme

- Fonctionnement des collectivités territoriales
- Gestion des territoires
- Spécificités du secteur public
- Finances publiques locales
- Techniques d'analyse financière
- Processus d'audit, normes et méthodes
- Système de contrôle interne
- Gestion des risques majeurs



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Administration publique et gestion des collectivités locales

Ce Master a pour objectif d'assurer la formation du personnel d'encadrement des fonctions publiques nationale et territoriale et plus particulièrement de ceux qui souhaitent travailler au niveau local : services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales et intercommunalités.



Objectifs & compétences visés

- Maîtriser les aspects et enjeux fondamentaux de l'organisation, du fonctionnement et du rôle des collectivités publiques
- Accéder à des postes à responsabilités où les capacités d'analyse, de conception et de décision sont essentielles aussi bien pour l'exercice de compétences généralistes que pour celui de compétences plus spécifiques compte tenu de l'évolution du secteur public au niveau local
- Acquérir des connaissances et des compétences polyvalentes dans les domaines fondamentaux du fonctionnement des collectivités publiques



Programme

- Exclusion, pauvreté et inégalités
- Politiques publiques internationales
- Économie politique de la globalisation
- Media, representation and politics
- Sociologie et enjeux du numérique
- Conception et évaluation de projets
- Droit des services publics
- Droit administratif des biens
- Sociologie politique de l'international
- European studies
- Gouvernance multiniveaux
- Politique et territoires
- Analyse des controverses éthiques et politiques
- Acteurs publics, associations et territoires
- Budgets locaux et contrôle de gestion
- Politiques de la ville et de cohésion sociale
- Action extérieure des collectivités territoriales
- Politiques métropolitaines
- Préparation aux concours



Disponible en

- Formation continue
- Apprentissage
- Validation des acquis de l'expérience

MASTER

Communication politique et publique en France et en Europe

Ce Master s'adresse à des spécialistes de l'analyse et de la mise en œuvre de la communication dans les institutions publiques (locales, nationales, en lien avec l'échelon européen), les partis politiques, les syndicats, les grandes associations, les agences de communication publique et institutionnelle et les cabinets d'études. Il permet également une poursuite d'étude en doctorat.



Objectifs & compétences visés

- Analyser les enjeux de la communication et des médias (diffusés et numériques) dans le champ politique et institutionnel, en France, dans d'autres pays européens et à l'échelle communautaire
- Maîtriser les cadres réglementaires français et européen des institutions et politiques publiques
- Choisir et piloter des dispositifs d'enquête, d'analyse et d'évaluation (enquêtes qualitatives et quantitatives, indicateurs de moyens et de résultats, offline et online)
- Identifier des sources d'information pertinentes
- Construire et mettre en œuvre le plan de communication d'acteurs politiques ou d'institutions
- Maîtriser une langue vivante dans un environnement professionnel
- Négocier et travailler avec des prestataires
- Animer et piloter une équipe



Programme

- Communication politique et publique
- Institutions politiques européennes
- Analyse des politiques publiques
- Médias et opinion publique
- Lobbying et relations institutionnelles
- Communication de crise
- Projet de recherche



Disponible en

- Formation continue
- Validation des acquis de l'expérience

DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Campus Mail des Mèches
Rue Poète et Sellier, 94000 Créteil

www.u-pec.fr

cfa.u-pec.fr



CONTACT

› **Formation continue**

formpro@u-pec.fr

› **Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)**

vae-formpro@u-pec.fr

› **Apprentissage**

upec.cfa@u-pec.fr



Suivez notre actualité

@Upecformpro 

@UPEC - Formation professionnelle 

@UPECformpro 